

GREFFE DU TRIBUNAL  
DE COMMERCE  
DE LYON

DATE : 11/06/96  
N° DE DEPOT : 8817  
R.C.S. LYON : 395 008 246  
N° DE GESTION: 94 B 01534

**BORDEREAU INPI -DEPOT D'ACTES DE SOCIETE**  
-----

-----Nom et adresse de la Société -----  
BUSINESS PROCESS SOLUTION

26 BENNIER (RUE BENOIT)  
69260 CHARBONNIERES

Nous soussigné greffier du Tribunal de Commerce de LYON avons déposé à la date ci-dessus au rang de nos minutes :

Trois pièces

concernant la Société désignée ci-dessus et dont l'objet est le suivant:

CAPITAL (Modification réalisée)  
Statuts  
Délibération/Acte

# **BUSINESS PROCESS SOLUTIONS**

Société Anonyme au capital de 700 000 F

Siège social : 26, Rue Benoît Bennier - 69260 CHARBONNIERES

RCS LYON B 395 008 246

---

## **PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE**

### **GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 9 AVRIL 1996**

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT SEIZE

Et le 9 Avril, à 14 Heures.

Les actionnaires de la société se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation du Conseil d'Administration.

Le commissaire aux comptes a également été convoqué.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été émargée par tous les actionnaires présents ou représentés, en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par Mr Pierre MARTIN, Président du Conseil d'Administration.

Mr Robert VON GRAFFENRIED et Mr Laurent FIARD, les deux plus forts actionnaires présents et acceptant, sont appelés comme scrutateurs.

Mr Christian DONZEL est désigné comme secrétaire.

Monsieur le Président constate que la feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, fait ressortir que 7 actionnaires sont présents ou représentés, qu'ils possèdent ensemble 1 000 actions, soit plus du tiers des actions ayant droit de vote, et qu'en conséquence, l'Assemblée réunissant le quorum requis peut valablement délibérer à la majorité des deux tiers des voix.

Monsieur le Président rappelle ensuite que l'ordre du jour de présente réunion est le suivant :

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration,
- Augmentation de capital en numéraire,
- Conditions et modalités de l'émission,
- Pouvoirs à déléguer au Conseil d'Administration,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Questions diverses.

**FACE ANNULÉE**  
Article 876 du C.G.I.  
et  
(Arrêté du 20 Mars 1958)

Ceci énoncé, le Président met à la disposition de l'assemblée et dépose sur le bureau :

- 1°- la copie des lettres de convocation avec le récépissé postal pour la convocation du commissaire aux comptes,
- 2°- le rapport du Conseil d'Administration,
- 3°- le texte des résolutions proposées,
- 4 - un exemplaire des statuts,
- 5°- la feuille de présence à l'Assemblée.

Puis il déclare que la liste des actionnaires, arrêtée le seizième jour avant la réunion de l'Assemblée, a été tenue à la disposition des actionnaires, au siège social, quinze jours avant cette Assemblée, de même que tous les documents et renseignements mentionnés à l'article 139 alinéa 2 du décret du 23 Mars 1967.

L'Assemblée lui en donne acte.

Le Président donne lecture du rapport du Conseil d'Administration.

Cette lecture terminée, il ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, Monsieur le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et ayant constaté que le capital social est entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social de 700 000 Francs pour le porter à 1 400 000 Francs, par création de 1 000 actions de 700 Francs chacune, émises au pair, à libérer en numéraire de la façon suivante :

- 40 % à la souscription,
  - le solde en trois versements de 20 % chacun, le 30.06.1996, le 31.08.1996 et le 31.10.1996.
- Le Conseil d'Administration procédera aux appels de fonds dans les conditions susvisées.

Les actions nouvelles porteront jouissance à compter du premier jour de l'exercice en cours. Elles seront, dès leur création, assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions statutaires.

Un droit préférentiel de souscription est attaché à chaque action ancienne. Ce droit de souscription est négociable dans les conditions et selon les modalités prévues par les statuts.

Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel, au profit de bénéficiaires dénommés, à leurs droits préférentiels de souscription ; cette renonciation doit être effectuée conformément aux dispositions légales et lesdits bénéficiaires devront être agréés conformément aux dispositions statutaires.

Les propriétaires ou les cessionnaires de droit de souscription, ainsi que les bénéficiaires des renonciations individuelles, pourront souscrire à titre irréductible dans la proportion de une action nouvelle par droit de souscription.

**FACÉ ANNULÉE**  
Article 876 du C.G.I.  
et  
(Arrêté du 20 Mars 1958)

Ils jouiront en outre d'un droit de souscription à titre réductible. Les actions non souscrites à titre irréductible seront attribuées aux titulaires de droits de souscription qui auront souscrits un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pouvaient souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement au nombre de leurs droits de souscription et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital :

- Les actions non souscrites ne pourront pas être réparties totalement ou partiellement par le Conseil d'Administration ;
- Elles ne pourront pas être offertes au public.

Le Conseil d'Administration pourra limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation de capital.

Les souscriptions et les versements seront reçus au siège social à compter du 15.04.1996 et jusqu'au 30 Avril 1996 inclus. Les fonds seront déposés dans les huit jours de leur réception à la Société Générale - 28, Avenue René Cassin - 69009 LYON.

Cette résolution est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale décide, sous condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital :

1) De compléter l'article 6 des statuts - Apports - de la façon suivante :

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 9 Avril 1996, le capital social a été augmenté d'une somme de 700 000 Francs, pour être porté à 1 400 000 Francs, par création de 1 000 actions nouvelles de 700 Francs chacune, émises au pair et libérées par apport de numéraire.

2) De modifier l'article 7 des statuts - Capital social - Actions de fonction - comme suit :

Le capital social est fixé à la somme de un million quatre cents mille Francs (1 400 000 F), divisé en deux mille (2 000) actions de sept cents Francs (700 F) chacune, de même catégorie.

Cette résolution est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

### **TROISIEME RESOLUTION**

Tous pouvoirs sont donnés, par l'Assemblée Générale, au Conseil d'Administration et à son Président, pour procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital, modifier le cas échéant les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, prendre toutes mesures utiles pour la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

Le Conseil d'Administration est autorisé à modifier corrélativement les statuts.

Cette résolution est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

**FACE ANNULÉE**  
Article 876 du C.G.I.  
et  
(Arrêté du 20 Mars 1958)

**QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir ou de faire accomplir toutes formalités de publicité afférentes à la décision ci-dessus adoptée.

Cette résolution est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, signé par les membres du bureau.

**LE PRESIDENT**  
Mr Pierre MARTIN



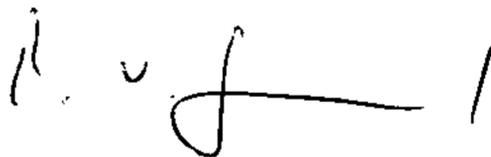
**LES SCRUTATEURS**  
Mr Laurent FIARD



**LE SECRETAIRE**  
Mr Chrisitan DONZEL



Mr Robert VON GRAFFENRIED



*Visé pour le exemplaires*

**VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE  
DE LYON OUEST, le 30 MAI 1996**

F°.....10.....Bord.....1996 n° 02

REÇU { - De de timbre.....Deux cent septante douze francs  
- Dt d'enregistrement.....Cinquante francs

Signature :



**FACE ANNULÉE**  
Article 876 du C.G.I.  
et  
(Arrêté du 20 Mars 1959)

# **BUSINESS PROCESS SOLUTIONS**

Société Anonyme au capital de 700 000 F

Siège social : 26, Rue Benoît Bennier - 69260 CHARBONNIERES

RCS LYON B 395 008 246

---

## **PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU**

### **CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 30 AVRIL 1996**

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT SEIZE

Et le 30 Avril, à 14 Heures 30.

Le Conseil d'Administration s'est réuni au siège social sur convocation de son Président afin de délibérer sur les points suivants figurant à l'ordre du jour :

- Examen et arrêté des Comptes et du bilan clos le 31 Décembre 1995,
- Convocation de l'Assemblée générale ordinaire annuelle,
- Conventions des articles 101 et suivants de la loi du 24 Juillet 1966,
- Préparation du rapport à l'Assemblée et du projet de résolutions,
- Agrément de nouveaux actionnaires,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital social décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 Avril 1996,
- Questions diverses.

Sont présents ou représentés :

- Mr Pierre MARTIN,
- Mr Christian DONZEL,
- AEL Advanced Graphics Systems AG, représentée par Mr Urs Daniel LAEDERACH
- Mr Robert VON GRAFFENRIED.

Le Conseil d'Administration réunissant ainsi l'ensemble des administrateurs peut valablement délibérer.

La séance est ouverte sous la Présidence de Mr Pierre MARTIN, Président du Conseil d'administration, assisté de Mr Christian DONZEL, en qualité de secrétaire.

Le Conseil délibère comme suit sur les questions figurant à l'ordre du jour :

**1° - Comptes et bilan de l'exercice :**

Monsieur le Président soumet au Conseil l'inventaire, le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 31 Décembre 1995 et donne toutes précisions sur les résultats dudit exercice.

Il précise que la présentation et les méthodes d'évaluation des documents comptables n'ont pas subi de modification notable par rapport à l'exercice précédent.

Puis Mr le Président propose de reporter à nouveau la perte de l'exercice qui s'élève à 1 738 043 Francs.

Il rappelle qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des deux premiers exercices.

Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité, approuve :

- le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice social clos le 31 Décembre 1995,
- la proposition d'affectation du résultat telle qu'elle vient d'être exposée ci-avant.

**2° - Convocation de l'Assemblée générale ordinaire annuelle :**

Comme conséquence de ce qui précède, le Conseil, sur la proposition de son Président, décide de convoquer les actionnaires en Assemblée générale ordinaire annuelle pour :

**- le 24 MAI 1996, à 15 Heures,  
au siège social,**

à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture des rapport de gestion et rapport général du Commissaire-aux-comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1995,
- Approbation des comptes,
- Lecture du rapport spécial du commissaire-aux-comptes sur les conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 Juillet 1966,
- Approbation desdites conventions,
- Quitus aux administrateurs,
- Affectation des résultats,
- Approbation des charges et dépenses visées à l'article 39-4 du C.G.I.,
- Questions diverses.

**3° - Rapport - Résolutions :**

Mr le Président soumet au Conseil le projet de rapport de gestion sur les comptes annuels et l'activité de la Société durant l'exercice clos le 31 Décembre 1995.

Après en avoir délibéré, le Conseil arrête les termes dudit rapport qu'il présentera à l'Assemblée, ainsi que le texte des résolutions qui seront proposées au vote des actionnaires.

#### **4° - Communication aux actionnaires**

Le Conseil charge son Président de prendre toutes mesures utiles en vue de permettre aux actionnaires d'exercer leur droit de communication relatif à la prochaine Assemblée, dans les conditions, les délais et sous les formes prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Mr le Président est également chargé d'adresser un exemplaire du rapport du Conseil d'Administration au Commissaire aux comptes.

#### **5° - Agrément de nouveaux actionnaires**

Monsieur le Président expose que Mr Jacky GONZALEZ et Mr Jacques CONAN, salariés de BUSINESS PROCESS SOLUTIONS, ont exprimé le souhait d'intégrer le capital social de la Société et qu'il a partiellement renoncé, à leur profit, à son droit préférentiel de souscription dans le cadre de l'augmentation de capital social décidé par l'Assemblée Générale extraordinaire en date du 9 Avril 1996.

Il rappelle que cette démarche est conforme à la politique appliquée au sein du groupe, concernant l'implication des salariés au développement de la Société dans laquelle ils occupent une fonction salariée.

Puis Monsieur le Président soumet cette proposition au Conseil d'Administration.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration agréée à l'unanimité, comme nouveaux associés :

- Monsieur Jacky GONZALEZ,  
Né le 15 Mai 1962 à LA TRONCHE (Isère)  
Demeurant 6, Square Charles Michels - 38000 GRENOBLE
- Monsieur Jacques CONAN,  
Né le 22 Février 1966 à VITTEL (Vosges)  
Demeurant Place de l'église - 38660 LE TOUVET

#### **6° - Augmentation de capital social**

Monsieur le Président rappelle que l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 Avril 1996 a décidé une augmentation de capital social de 700 000 Francs pour le porter à 1 400 000 Francs, par création de 1 000 actions de 700 Francs chacune, émises au pair, à libérer en numéraire de la façon suivante :

- 40 % à la souscription,
- le solde en trois versements de 20 % chacun, le 30.06.1996, le 31.08.1996 et le 31.10.1996, le Conseil d'Administration ayant tous pouvoirs pour procéder aux appels de fonds dans les conditions susvisées.

Les propriétaires ou les cessionnaires de droit de souscription, ainsi que les bénéficiaires des renonciations individuelles, pouvaient souscrire à titre irréductible dans la proportion de une action nouvelle par droit de souscription.

Ils jouissaient en outre d'un droit de souscription à titre réductible.

Le délai de souscription est clos à ce jour et le Conseil d'Administration constate que toutes les actions nouvelles ont été souscrites à titre irréductible ou réductible. L'ensemble des souscriptions a été libéré en numéraire à hauteur de 40 % des souscriptions, soit la somme de 280 000 Francs et les fonds ont été déposés à la Société Générale, Agence de LYON OUEST - 28, Avenue René Cassin - 69009 LYON, ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par ladite banque.

Monsieur le Président demande en conséquence au Conseil d'Administration de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital projetée.

Le Conseil d'Administration, constate que l'augmentation de capital social décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 Avril 1996 est devenue définitive à cette même date. En conséquence, les statuts seront complétés et modifiés comme suit :

1) Article 6 des statuts - Apports :

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 9 Avril 1996, le capital social a été augmenté d'une somme de 700 000 Francs, pour être porté à 1 400 000 Francs, par création de 1 000 actions nouvelles de 700 Francs chacune, émises au pair et libérées par apport de numéraire.

2) Article 7 des statuts - Capital social - Actions de fonction :

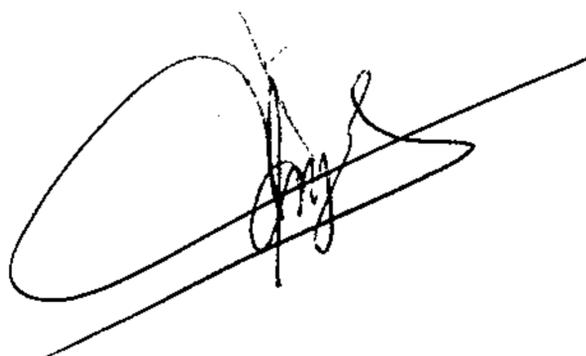
Le capital social est fixé à la somme de un million quatre cents mille Francs (1 400 000 F), divisé en deux mille (2 000) actions de sept cents Francs (700 F) chacune, de même catégorie.

ooOoo

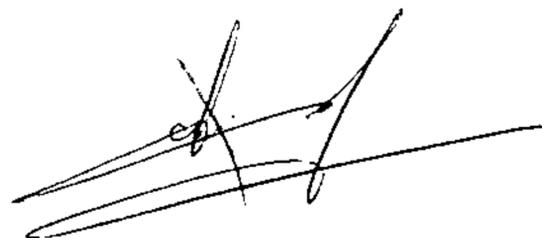
L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, signé par le Président et un administrateur.

**UN ADMINISTRATEUR**



**LE PRESIDENT**  
Mr Pierre MARTIN



AGENCE DE TASSIN LA DEMI-LUNE

Société : BUSINESS PROCESS SOLUTIONS

Société Anonyme au capital de FRF 700.000 en cours d'augmentation à  
FRF 1.400.000

Siège : 26 Rue Benoit Bennier . 69260 CHARBONNIERES .

R.C.S. : LYON B 395 008 246

La SOCIETE GENERALE, S.A. au capital de FRF 2.622.855.600, dont le siège social est à PARIS 9ème, 29 Boulevard Haussmann, immatriculée au R.C.S. PARIS B 552 120 222,

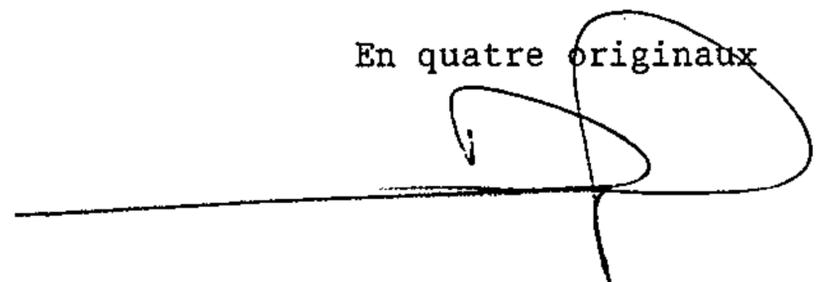
Certifie :

- qu'elle a reçu en dépôt la somme de FRF 280.000 (Deux Cent quatre vingt mille Francs), représentant l'intégralité des versements en numéraire effectués par les souscripteurs de l'augmentation de capital de 700.000 francs décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 9 avril 1996 de la société susvisée,

- qu'il résulte des bulletins de souscription qui lui ont été présentés, que 1000 actions nouvelles de 700 francs chacune ont été souscrites.

Fait à Tassin la demi-lune, le 9 Mai 1996

En quatre originaux



# BUSINESS PROCESS SOLUTIONS

Société Anonyme au capital de 700 000 F  
Siège social : 26, Rue Benoît Bennier - 69260 CHARBONNIERES  
LYON B 395 008 246

\*\*\*\*

## LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Augmentation de capital social - AGE du 9 Avril 1996

- Augmentation de capital global : 700 000 Francs à libérer en numéraire.
- Nombre d'actions : 1 000
- Valeur nominale : 700 Francs
- Libérées de 40 % à la souscription.

SOUSCRIPTEURS	Montant des actions souscrites	Nombre d'actions souscrites	Montant des versements effectués
Mr Pierre MARTIN	46 200 F	66	18 480 F
Mr Christian DONZEL	59 500 F	85	23 800 F
AEL Advanced Graphics Systems AG	427 000 F	610	170 800 F
Mr Robert VON GRAFFENRIED	79 100 F	113	31 640 F
Mr Urs Daniel LAEDERACH	700 F	1	280 F
Mr Laurent FIARD	59 500 F	85	23 800 F
Mr Roch AUBURTIN	8 400 F	12	3 360 F
Mr Jacques CONAN	9 800 F	14	3 920 F
Mr Jacky GONZALEZ	9 800 F	14	3 920 F
- Total du montant nominal des actions souscrites en numéraire .....			700 000 F
- Total des actions souscrites .....			1 000
- Total des versements effectués .....			280 000 F

Fait à Charbonnières

Le 9 avril 1996



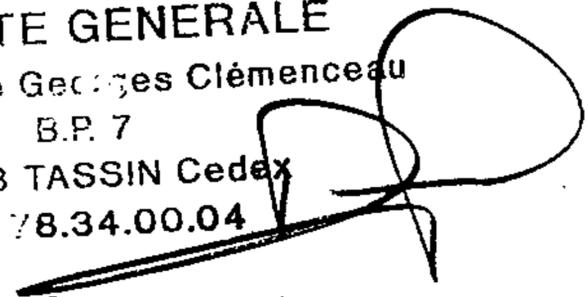
SOCIETE GENERALE

2 Bis, avenue Georges Clémenceau

B.P. 7

69813 TASSIN Cedex

Tél. 78.34.00.04



**BUSINESS PROCESS SOLUTIONS**

Société Anonyme au capital de 1 400 000 Francs

Siège social : 26, Rue Benoît Bennier

69260 CHARBONNIERES LES BAINS

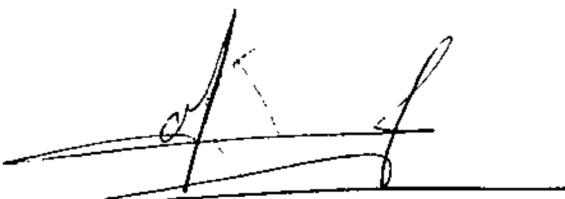
\*\*\*\*\*

**STATUTS**

\*\*\*\*\*

Mise à jour du 30 Avril 1996

Mr Pierre MARTIN



Un administrateur



# S T A T U T S

## TITRE I

### FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - EXERCICE SOCIAL

#### Article 1 : Forme

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une Société Anonyme régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

#### Article 2 : Objet

La société a pour objet :

- Le développement, le conseil et la formation dans le domaine informatique,
- La commercialisation, sous toutes ses formes, de matériels informatiques et de logiciels,
- Toutes opérations de service se rapportant aux activités ci-dessus définies,
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de Sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise en location gérance de tous biens ou droits, etc ...

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

#### Article 3 : Dénomination

La dénomination sociale est : BUSINESS PROCESS SOLUTIONS

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société Anonyme" ou des initiales "S.A.", de l'énonciation du montant du capital, du lieu et du numéro d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés.

#### **Article 4 : Siège social**

Le siège social est situé :

**- 26, Rue Benoît Bennier - 69260 CHARBONNIERES**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires et partout ailleurs en France, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

#### **Article 5 : Durée - Exercice social**

##### **1) Durée de la société**

La durée de la société est fixée à 99 ans, à compter de la date de son immatriculation au Registre et des Sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

##### **2) Exercice social**

Chaque exercice social a une durée de DOUZE MOIS qui commence le 1 Janvier et finit le 31 Décembre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 Décembre 1994.

## **TITRE II**

### **APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS**

#### **Article 6 : Apports**

Lors de sa constitution, il est fait apport à la société d'une somme en numéraire de DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (250 000 F), correspondant à la valeur nominale des actions, toutes en numéraire, composant le capital social.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 9 Avril 1996, le capital social a été augmenté d'une somme de 700 000 Francs, pour être porté à 1 400 000 Francs, par création de 1000 actions nouvelles de 700 Francs chacune, émises au pair et à libérer par apport de numéraire de la façon suivante :

- 40 % à la souscription,
- le solde en trois versements de 20 % chacun, le 30.06.1996, le 31.08.1996 et le 31.10.1996.

#### **Article 7 : Capital social - Action de fonction**

##### **1) Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de un million quatre cents mille Francs (1 400 000 F), divisé en deux mille (2 000) actions de sept cents Francs (700F) chacune, de même catégorie.

##### **2) Action de fonction**

Les administrateurs doivent être chacun propriétaire d'UNE ACTION de fonction.

## Article 8 : Modification du capital social

1/ - Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital, sur le rapport du conseil d'administration contenant les indications requises par la loi, sous réserve des dispositions de l'article 351 de la loi sur les sociétés.

Conformément à la loi, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel si l'assemblée générale l'a décidé expressément.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

2/ - L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

## Article 9 : Libération des actions

Les actions souscrites en numéraire en augmentation du capital social doivent être libérées selon les modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire, libération qui ne peut être inférieure d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration, dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

## Article 10 : Forme des actions

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Tant que l'inscription en compte ne sera pas devenue définitive, les titres sont représentés par des certificats indiquant les nom, prénoms et domicile du titulaire, le nombre et le numéro des actions possédées par lui ; ils sont extraits de registres à souche, revêtus d'un numéro d'ordre, du timbre de la société et de la signature de deux administrateurs en exercice ou d'un administrateur et d'un délégué du conseil d'administration.

Les signatures peuvent être imprimées ou apposées au moyen d'une griffe. Toutefois, la signature des délégués du conseil d'administration est obligatoirement manuscrite.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

## Article 11 : Cession et transmission des actions

I/ - La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les comptes tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les six jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni par la société est signé par le cédant ou son mandataire; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions, à titre gratuit ou en suite de décès, s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales et sous réserve, le cas échéant, du respect de la procédure définie ci-après.

Les frais de transfert sont à la charge des cessionnaires sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La société établit la liste des actionnaires avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute assemblée et au moins une fois par trimestre.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Après la dissolution de la société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

II/ - Sauf en cas de succession en ligne directe, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ou au profit d'une personne nommée administrateur, la cession d'actions à un tiers non actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément de la société dans les conditions ci-après :

1. En cas de cession projetée, le cédant doit en faire la déclaration à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire, ou la dénomination et le siège social s'il s'agit d'une société, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert.

A cette déclaration doit être jointe, le cas échéant, l'attestation d'inscription en compte dans laquelle sont comprises les actions dont la cession est projetée.

Dans les trois mois qui suivent cette déclaration, le conseil d'administration est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée. A défaut de notification dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des administrateurs présents ou représentés, le cédant s'il est administrateur ne prenant pas part au vote. Conformément à la loi et aux présents statuts, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs en fonction est nécessaire.

La décision n'est pas motivée, et en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision, le cédant doit en être informé par lettre recommandée. En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

2. Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet, le conseil d'administration est tenu de faire acquérir les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital, et ce dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus.

A cet effet, le conseil d'administration avisera les actionnaires par lettre recommandée de la cession projetée, en invitant chaque actionnaire à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat doivent être adressées par les actionnaires au conseil d'administration, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze jours de la notification qu'ils ont reçue.

La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est effectuée par le conseil d'administration, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

3. Si aucune demande d'achat n'a été adressée au conseil d'administration dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions offertes, le conseil d'administration peut faire acheter les actions disponibles par un tiers.

4. Les actions peuvent être également achetées par la société si le cédant est d'accord. A cet effet, le conseil d'administration doit d'abord demander cet accord par lettre recommandée avec accusé de réception. L'actionnaire cédant doit faire connaître sa réponse dans les huit jours suivant la réception de la demande.

En cas d'accord, le conseil convoque une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider, s'il y a lieu, du rachat des actions par la société et de la réduction corrélative du capital social. Cette convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de trois mois indiqué ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au 6. ci-après.

5. Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois, à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, l'actionnaire vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées ci-dessus.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance non susceptible de recours du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6. Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou par des tiers, le conseil d'administration notifie à l'actionnaire cédant les nom, prénoms, domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le cédant. Faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843.4 du Code Civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par moitié par les acquéreurs.

7. La cession au nom du ou des acquéreurs désignés est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du président du conseil d'administration ou d'un délégué du conseil sans qu'il soit besoin de celle du titulaire des actions. Avis est donné audit titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les huit jours de la détermination du prix, d'avoir à se présenter au siège social, pour toucher ce prix, lequel n'est pas productif d'intérêts.

8. Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

9. La clause d'agrément, objet du présent article peut s'appliquer également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, provisions ou bénéfices.

Elle s'applique aussi en cas de cession de droit de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti au conseil d'administration, pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non de maintenir celui-ci comme actionnaire, est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix à payer est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843.4 du Code Civil.

10. En cas d'attribution d'actions de la présente société, à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions en portefeuille, les attributions faites à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire seront soumises à l'agrément institué par le présent article.

Le projet d'attribution à des personnes autres que des actionnaires devra, en conséquence, faire objet d'une demande par le liquidateur de la société, dans les conditions fixées au 1. ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision du conseil d'administration dans les trois mois qui suivront la demande d'agrément, cet agrément se trouvera acquis.

En cas de refus d'agrément de certains attributaires, le liquidateur pourra, dans un délai de trente jours à dater de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions faites de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus visé, les actions attribuées aux actionnaires non agréés devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les 2. à 4. ci-dessus.

A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai stipulé sous le 5. ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

#### Article 12 : Droits et obligations attachés aux actions

1/ - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

2/ - Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

3/ - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

4/ - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente de titres nécessaires.

5/ - A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respectives, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

### Article 13 : Indivisibilité des actions - Nue Propriété - Usufruit

1/ - Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par son mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2/ - Sauf convention contraire notifiée à la société, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

## TITRE III

### DIRECTION ET ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

#### Article 14 : Conseil d'administration

1/ - La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de douze au plus, sous réserve des dérogations prévues par la loi.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire.

2/ - La durée de leurs fonctions est de six années au plus.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

3/ - Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente. Il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

4/ - Si un ou plusieurs sièges d'administrateurs deviennent vacants entre deux assemblées générales, par suite de décès ou de démission, le conseil d'administration peut procéder à une ou à des nominations à titre provisoire.

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement n'en demeurent pas moins valables.

S'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonction, celui-ci ou ceux-ci ou à défaut le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

5/ - Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir au total à plus de huit conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail est antérieur à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de son contrat de travail.

Toutefois, le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

6/ - Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de soixante quinze ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si du fait qu'un administrateur en fonctions vient à dépasser l'âge de soixante quinze ans, la proportion du tiers ci-dessus visée est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

#### Article 15 : Actions de fonction

Les administrateurs doivent être chacun propriétaire d'actions, dont le nombre est fixé à l'article 7 des présents statuts dans les conditions fixées par la loi.

Les administrateurs nommés en cours de la vie sociale peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois, à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

#### Article 16 : Bureau du conseil

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le conseil peut nommer également un secrétaire même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, le conseil désigne parmi ses membres le président de séance.

Le président et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

Nul ne peut être nommé président du conseil d'administration, s'il est âgé de plus de soixante quinze ans. D'autre part, si le président du conseil d'administration vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

#### Article 17 : Délibérations du conseil

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou celle du tiers au moins de ses membres, même si la dernière réunion date de moins de deux mois.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Toute convocation doit mentionner les principales questions figurant à l'ordre du jour.

2/ - Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés (sauf dans le cas prévu à l'article 11 des statuts), chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

3/ - Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

4/ - Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par le président de la séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs.

#### Article 18 : Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire ou autoriser toutes les opérations intéressant l'activité de la société, telle qu'elle est fixée dans l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

#### Article 19 : Direction générale - Délégation de pouvoirs

1/ - Le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du conseil d'administration.

Le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation des pouvoirs du président par décision du conseil d'administration est sans effet à l'égard des tiers.

Le président du conseil d'administration a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président. En cas d'empêchement, cette délégation est de durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

2/ - Sur la proposition du président, le conseil d'administration peut nommer un directeur général et, dans les cas autorisés par la loi, deux directeurs généraux ou cinq directeurs généraux.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques; ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux, sauf lorsque la société comporte cinq directeurs généraux; dans ce cas, trois d'entre eux, au moins, doivent être administrateurs.

Nul ne peut être nommé directeur général s'il est âgé de plus de soixante quinze ans. D'autre part, si un directeur général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur la proposition du président; en cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, ils conservent sauf décision contraire du conseil leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux sont déterminés par le conseil d'administration, en accord avec le président. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que le président.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

#### Article 20 : Rémunération des administrateurs, du président, des directeurs généraux et des mandataires du conseil d'administration.

1/ - L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

2/ - La rémunération du président du conseil d'administration et celle des directeurs généraux est fixée par le conseil d'administration; elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

3/ - Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs. Dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues, ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

#### Article 21 : Conventions entre la société et un administrateur ou un directeur général.

Toute convention entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur, directeur général, membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

**Article 22 : Achat par la société d'un bien appartenant à un actionnaire.**

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un commissaire, chargé d'apprécier sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice, à la demande du président du conseil d'administration.

Le rapport du commissaire ainsi que les autres documents prévus par la loi sont mis à la disposition des actionnaires.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition. Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en bourse, sous le contrôle d'une autorité judiciaire, ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

**TITRE IV**

**CONTROLE DES COMPTES**

**Article 23 : Commissaires aux Comptes**

Le contrôle est exercé par un ou deux commissaires aux comptes titulaires, qui sont nommés et qui exercent leur mission conformément à la loi.

Un ou deux commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires pour quelque raison que ce soit, sont nommés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

**TITRE V**

**ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES**

**Article 24 : Assemblées générales**

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Toute assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

### Article 25 : Convocation et lieu de réunion des assemblées générales

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration, soit par le ou les commissaires aux comptes en cas d'urgence, soit par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite, quinze jours avant la date de l'assemblée, par lettre simple adressée à chaque actionnaire ou si les intéressés en font la demande, par lettre recommandée à leur frais.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis la deuxième assemblée, et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première. Les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

### Article 26 : Ordre du jour

1/ - L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2/ - Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social fixée par la loi et agissant dans les conditions et délai légaux, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

3/ - L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

### Article 27 : Accès aux assemblées - Pouvoirs

1/ - Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quelque soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et également de la propriété de ses titres sous la forme et dans le délai mentionnés dans la convocation, sans toutefois que ce délai puisse excéder cinq jours avant la réunion de l'assemblée.

2/ - Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

3/ - Dans toute assemblée, chaque actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la loi. Ce formulaire doit parvenir à la société trois jours avant la date de la réunion de l'assemblée faute de quoi, il n'en sera pas tenu compte.

### Article 28 : Feuille de présence - Bureau - Procès verbaux

1/ - A chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

2/ - Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

A défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée, celle-ci élit son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptant, disposant tant par eux-mêmes que comme mandataire, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

3/ - Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

### Article 29 : Quorum - Vote - Nombre de voix

1/ - Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, le quorum est calculé compte tenu des actions des actionnaires ayant adressé leur formulaire dans le délai prescrit, lorsque l'assemblée est appelée à voter sur des résolutions inscrites à l'ordre du jour ou sur une proposition ayant pour objet ou pour effet d'amender ou de rendre inopérante, en tout en partie, une résolution figurant à l'ordre du jour. En revanche, ces actions ne sont pas prises en compte lorsque l'assemblée est appelée à délibérer sur une question soulevée en séance.

2/ - Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix au moins.

Toutefois, lorsque les actions de la société sont possédées par une ou plusieurs sociétés dont elle détient directement ou indirectement le contrôle, il ne peut être tenu compte des droits de vote attachés à ces actions que dans la limite de 10 % des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

En cas de vote par correspondance, les actions des actionnaires ayant adressé leur formulaire dans les délais requis, participent au vote lorsque l'assemblée est appelée à délibérer sur des résolutions inscrites à l'ordre du jour, mais elles ne prennent pas part à ce vote si l'assemblée est appelée à voter sur une question soulevée en séance. Toutefois, lorsque la proposition soumise au vote a pour objet ou pour effet d'amender ou de rendre inopérante, en totalité ou en partie, une résolution figurant à l'ordre du jour, lesdites actions sont considérées comme votant contre la proposition, quel que soit le sens du vote émis sur la résolution.

3/ - Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.

**Article 30 : Assemblée générale ordinaire.**

1/ - L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

2/ - L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit au vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris celles des actionnaires ayant voté par correspondance, sous réserve des limitations et des précisions mentionnées à l'article 29.

**Article 31 : Assemblée générale extraordinaire**

1/ - L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle peut notamment décider la transformation de la société en société d'une autre forme civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

2/ - L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance, sous réserve des limitations et des précisions mentionnées à l'article 29.

3/ - Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserve, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

En outre, dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire, et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans que ce nombre puisse excéder dix, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandant dans les mêmes conditions et limite.

#### Article 32 : Droit de communication des actionnaires

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminés par la loi.

### TITRE VI

#### COMPTES - RESULTATS - AFFECTATION

##### REPARTITION DES RESULTATS

#### Article 33 : Exercice social

L'année sociale commence ainsi qu'il est dit à l'article 5 des présents statuts.

#### Article 34 : Inventaire - Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

#### Article 35 : Fixation - Affectation et répartition des bénéfices.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

### Article 36 : Modalités de paiement des dividendes - Acomptes

1/ - L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

2/ - Les modalités de paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut, par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant des acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

### Article 37 : Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social.

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions de l'article 8-2 ci-dessus, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées, si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fonds, la régularisation a eu lieu.

## TITRE VII

### DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

#### Article 38 : Dissolution - Liquidation

1/ - Hormis les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

2/ - Sauf en cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

3/ - Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties, si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes.

La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, que lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que lorsque le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

#### Article 39 : Contestations.

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.